



Un travailleur, un emploi

Michel Rocard

Au risque d'encourir à nouveau le reproche d'autosatisfaction, je dirais volontiers que ce fut un Conseil national fort sérieux. L'absence d'affrontement, le caractère presque unanime de tous les textes votés a certainement retiré aux débats une partie de leur piquant habituel. Mais ils y ont gagné en rigueur et en qualité.

Ce Conseil en effet a illustré ce que doit être aujourd'hui le combat du P.S.U. Pour imposer la victoire de toute la gauche et faire de cette

victoire le moyen de transformer les structures économiques et sociales de ce pays dans un sens socialiste, l'important nous semble être aujourd'hui d'associer le plus grand nombre possible de Français à la lutte commune en leur montrant que le remède à leurs difficultés quotidiennes passe par des solutions socialistes pour le pays tout entier.

Cette orientation signifie que nous ne voulons pas limiter la vie politique à des conversations de sommet autour de tapis verts solen-

nels, mais que nous voulons parvenir à ce que le programme commun soit un élément mobilisateur, un éclairage pour la bataille de chacun et de chaque groupe.

C'est dans cet esprit, le Conseil a fourni l'occasion de le préciser, que le P.S.U. conduit son travail de recherche et d'élaboration politique.

*
* *

Une « rencontre de la gauche nouvelle » est dans l'air. Nous avons rappelé au Conseil que le P.S.U. accepte et recherche tout dialogue avec tout le monde, partis, syndicats, clubs, mouvements éducatifs de gauche, même si une partie seulement d'entre eux peut se retrouver ensemble. Ces réunions et colloques font avancer les idées communes et permettent d'étudier utilement les questions difficiles sur les problèmes qui font question dans la gauche : la monnaie, la décentralisation, l'Europe, le secteur public... Mais il s'agit de rencontres de réflexion, sans conclusions communes, et dont les débats n'engagent que leurs intervenants. Nous avons participé à de nombreuses rencontres de ce type et continuerons.

Mais le P.S.U. est un parti politique et comme tel prépare l'offensive générale de toute la gauche pour mettre fin au gaullisme et à ses suites. Cela veut dire que nous entendons discuter du futur programme commun. Avant que ce ne soit possible, nous poursuivons notre dialogue avec le Parti Communiste Français et entendons le renouer avec la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste. Ce dialogue entre forces politiques organisées préparant la bataille électorale n'est pas de la même nature que le précédent, qui n'est qu'un débat d'idées.

Nous ne voulons pas préjuger de la confrontation entre organisations avec la F.G.D.S., dont nous connaissons et respectons la volonté de fusion, en engageant le même type de débats avec une des familles juste avant la fusion. Mais le contenu précis de l'initiative de la Convention n'est pas encore connu. Il le sera sans doute bientôt, ce qui permettra à chacun de prendre les décisions plus capables de faire avancer la confrontation collective, en même temps que d'introduire un peu de clarté dans l'organisation de la gauche.

Cela dit, la tâche la plus urgente aujourd'hui se situe à nos yeux sur un autre terrain. Elle

consiste à faire prendre conscience à toutes les forces sociales du pays des causes politiques de leur situation et des conditions politiques nécessaires pour l'amélioration.

Le débat lui-même a apporté des éclairages enrichissants, quelquefois inattendus. Au-delà des analyses lucides sur les différentes situations régionales, de l'examen attentif des conflits sociaux et de leurs perspectives, trois aspects neufs doivent être soulignés. Le premier est la liaison, décrite devant le Conseil, entre la lutte pour le plein-emploi et la lutte pour l'indépendance économique du futur gouvernement socialiste. Cette lutte passe par le refus de la domination monétaire du dollar sur le monde. Pour des motifs qui n'ont rien à voir avec les nôtres et en en concluant à une politique économique et sociale réactionnaire, le gaullisme mène cette bataille contre le dollar. Si nous ne poursuivons pas les mêmes objectifs, et surtout pas le rétablissement de l'étalon or, il nous faut souligner pourtant que la gauche est concernée par cette bataille et qu'elle approuve au moins une partie des raisons qui ont conduit le gouvernement à la mener. La négociation au Vietnam, qui paraît pouvoir s'ouvrir enfin, laissera, si elle aboutit, les pays du monde en présence d'une volonté de domination américaine dont l'offensive économique sera d'autant plus forte qu'elle sera soulagée des charges de la guerre. Pour nous la bataille ne fait que commencer.

De la même manière, la description attentive de la stratégie d'investissement des firmes américaines en Europe, selon les secteurs d'activité, fut également un apport utile à la réflexion des militants.

*
* *

Mais l'apport le plus remarqué et le plus fructueux fut l'analyse qui décrivait en détail les moyens employés par le patronat pour regagner sur un nouveau front de lutte ce qu'il perd sur le précédent : lorsqu'un accord présentant des garanties d'emploi relatives est signé, les firmes cessent d'embaucher et le chômage se reporte sur les jeunes. Lorsque le patronat doit céder sur les revendications de salaires du personnel qualifié, il confie à la sous-traitance, voire à un personnel temporaire qui n'a pas de sécurité d'emploi, des tâches subalternes mais en nombre croissant. Lorsque le mouvement des salaires est favorable au niveau national,

les firmes qui veulent maintenir des salaires bas exercent d'importantes pressions politiques pour empêcher l'implantation d'usines nouvelles dans leur voisinage et éviter ainsi toute concurrence à la hausse des salaires. Et ainsi de suite. Voilà de quoi est faite la vie quotidienne des travailleurs de France.

Ces interventions, comme toutes les autres, ont fait apparaître à quel point les luttes politiques et syndicales étaient aujourd'hui interdépendantes. Et ce fut l'objet du Conseil national que d'éclairer cette interdépendance, et de tenter de jeter les bases de rapports entre partis et syndicats, meilleurs que dans le passé.

Pour que ces rapports s'améliorent, il est tout d'abord nécessaire que les partis politiques fassent leur métier, c'est-à-dire prennent correctement en charge, pour ce qui les concerne, les intérêts des travailleurs.

Pour cette raison, le Conseil national a défini les différents objectifs que doit poursuivre une politique de plein-emploi. Il est clair qu'une politique correcte de l'emploi doit s'appuyer sur des garanties contre les licenciements abusifs, sur une politique de formation permanente et de recyclage qui doit être assumée tant par l'Etat que par le Patronat, c'est-à-dire sur un droit de la qualification. Il y faut aussi une politique, de logement locatif décente. Il faut enfin que le pouvoir syndical soit assez fort dans l'entreprise pour exercer un contrôle véritable sur les décisions concernant l'emploi.

Ces conditions sont indispensables mais seulement défensives. La création d'emplois nouveaux, seule capable d'assurer le plein-emploi dans un pays en changement technologique rapide, exige une politique cohérente au niveau national comme régional. Le Conseil national en a défini les conditions : on les trouvera dans ce journal.

*
* *

Si, en matière d'emploi, la résolution du Conseil introduit une plus grande clarté dans nos positions, elle n'en apporte pas de très nouvelles. Les délégués des fédérations ont fait un apport beaucoup plus neuf à la lutte de la gauche pour la défense des travailleurs en donnant à nos parlementaires mandat de présenter, après consultation des organisations syndicales, un certain nombre de propositions de lois tendant à améliorer la défense des droits

syndicaux des travailleurs.

Qu'il s'agisse de défendre les droits syndicaux dans les petites entreprises, où ils sont le plus indignement bafoués, qu'il s'agisse de défendre les travailleurs immigrés, pour que le patronat n'en fasse pas une main-d'œuvre d'appoint souffrant de tous les aléas causés par sa mauvaise gestion ou par les fluctuations du capitalisme, qu'il s'agisse enfin de la défense de l'activité syndicale dans l'entreprise, le Conseil a avancé des propositions nouvelles et offensives autour desquelles aujourd'hui le parti tout entier doit se battre.

Mais surtout le Conseil national a voulu affirmer que le droit des hommes organisés pour défendre leurs intérêts n'est en aucune manière un sous-produit du droit de la propriété. Il en est complètement distinct. En rendant obligatoire la réintégration effective des militants syndicalistes dont ni le Comité d'entreprise ni l'Inspection du Travail n'approuvent le licenciement, en prévoyant des sanctions pénales pour les atteintes les plus graves aux libertés syndicales, en considérant enfin que certains délits d'atteinte au droit syndical doivent entraîner pour le chef d'entreprise qui les commet l'interdiction d'être plus longtemps l'employeur d'autres hommes, le P.S.U. confirme qu'à ses yeux le droit des hommes est prééminent devant le droit de l'argent, et jette ainsi les bases de ce qui doit être le système juridique de la future société socialiste.

Le fait que les partis politiques, et notamment le nôtre, défendent correctement les intérêts des travailleurs ne suffit pas pour régler le problème des rapports entre partis et syndicats.

*
* *

Le P.S.U. a réaffirmé au Conseil national qu'il respecte l'autonomie complète du mouvement syndical, jusque dans la formulation des choix politiques que les décisions tactiques impliquent. Mais il reste des problèmes dont il faut discuter ensemble, car ils concernent les deux types d'organisations. L'autonomie syndicale aura d'autant plus de sens que le mouvement syndical se sera exprimé complètement sur la nature du pouvoir économique — de contestation, de contrôle, ou de gestion — qu'il désire exercer, comme sur la vision de la répartition des revenus à laquelle il travaille.

C'est pour ne pas préjuger des décisions du mouvement syndical, et respecter ainsi son autonomie, que le Conseil national, dans une adresse à l'ensemble des organisations du mouvement syndical ouvrier français, pose loyalement ces questions aux militants de la base comme du sommet.

Ces questions n'appellent pas de réponse immédiate, ni de discussions entre directions. Elles doivent au contraire nourrir le débat entre militants syndicalistes et politiques, à tous les niveaux des deux hiérarchies, pour faire avancer la réflexion commune. Un jour viendra peut-être où le fruit de toutes ces dis-

cussions sera un programme commun de toute la gauche dans lequel les forces syndicales, sans se lier pour autant à une discipline qui n'est pas dans leur nature, auront confiance parce qu'elles y retrouveront leurs objectifs les plus essentiels.

C'est à quoi le P.S.U. a travaillé pendant ce Conseil national. Il nous a semblé qu'il n'y avait pas de tâche de politique intérieure plus urgente que celle-là, car elle est la seule capable d'élargir l'audience et l'influence de la gauche.